MENSUEL — 3e ANNEE — AVRIL 1960

Numéro spécial: 0,50 NF (50 fr.)

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN

صوت العامل الجزائري

ORGANE DE LA FEDERATION DE FRANCE DE L'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

REDACTION - ADMINISTRATION : 13, rue d'Enghien, Paris (10e) - Tél. : PRO. 15-21, Poste 443-444

Le gérant : A. BENSID

VIVE LE 1er MAI !

UNITÉ ET LUTTE

Il y a soixante-quatorze ans, les ouvriers américains, ayant assez de supporter l'exploitation capitaliste en faisant des journées de travail de quatorze heures pour des salaires de misère, se sont dressés et ont revendiqué la journée de huit heures et des salaires raisonnables. Mais le patronat refusait systématiquement de faire droit aux légitimes revendications des travailleurs. Donnant l'exemple, les ouvriers de l'usine MacCormick, à Chicago, décidèrent une grève pour le 1er mai. C'était en 1886.

La grève eut lieu et une bagarre se produisit entre la police et les grévistes à propos des « jaunes », briseurs de grève. Il y eut des blessés. Mais les travailleurs n'entendaient pas capituler et la riposte fut vite organisée. Le surlendemain, le 3 mai, une grande manifestation eut lieu devant l'usine MacCormick et de nouveau la police intervint en tirant sur la foule. Il y eut des morts et des blessés parmi les manifestants.

La nouvelle s'était répandue en Amérique et en Europe où les travailleurs avaient compris le sens des événements de Chicago et leur devoir de solidarité prolétarienne. En outre de cela, ils firent leurs les revendications légitimes des travailleurs de Chicago. La lutte pour les huit heures s'inscrivit partout dans le monde ouvrier. Le 1er mai était devenu, depuis, la journée de solidarité du prolétariat international et de manifestation populaire pour l'émancipation sociale des travailleurs. Et depuis, le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » devint pour les masses laborieuses du globe un devoir impérieux afin de promouvoir le progrès social.

En novembre 1889, le Congrès international des Travailleurs avait décidé que le 1er mai 1890 serait une journée internationale chômée.

En France, la journée du 1er mai avait connu des heurts, souvent violents, entre les « forces de l'ordre » et les travailleurs. Il y eut ainsi le 1er mai de Fourmies, en 1891, où la manifestation des mineurs a vu couler le sang. Depuis, la journée du 1er mai n'a cessé d'être célébrée en France et dans le monde par le prolétariat international.

En Algérie, le 1er mai s'inscrivit dans les annales historiques algériennes en 1945.

Des milliers de travailleurs algérois de différentes corporations descendirent de la Casbah et avec une discipline remarquable défilèrent dans la rue d'Isly pour aller rejoindre le rassemblement de la C.G.T. devant la grande poste.

« LIBEREZ MESSALI HADJ ET LES EMPRISONNES POLITIQUES ! »

« DROIT AU PEUPLE ALGERIEN DE DISPOSER DE LUI-MEME ! »

« DROIT AUX TRAVAILLEURS ALGERIENS D'AVOIR LEUR SYNDICAT. »

tels étaient les mots d'ordre qui flottaient tout le long de cette marée humaine.

Mais la police, en accord avec les dirigeants cégétistes et communistes, s'opposa à l'avance au défilé des travailleurs musulmans. Des coups de feu furent tirés blessant de nombreux musulmans. Les jeunes Algériens El Haffaf et Ziar furent mortellement atteints.

Ainsi, le 1er mai sanglant d'Alger, en 1945, avait marqué une date mémorable, s'ajoutant dans les annales ouvrières internationales à celles de Chicago, de Fourmies, etc.

Le 1er mai 1945 d'Alger n'est pas resté sans lendemain. Depuis, la conscience du prolétariat algérien n'a cessé de s'affirmer avec force.

Et c'est dans le feu du combat qu'est née l'U.S.T.A.

Mais malheureusement son activité a été arrêtée quelques mois plus tard, la veille du 1er mai 1956. Effrayés par l'enthousiasme des masses laborieuses algériennes qui, voyant dans la naissance de leur centrale syndicale un heureux événement, la voie de leur émancipation sociale et du bien-être général du peuple, renforçaient ses rangs, l'administration colonialiste d'Algérie déclencha une répression vigoureuse contre l'U.S.T.A.

Mais si, en Algérie, après l'arrestation du secrétaire général de l'U.S.T.A., Ramdani Mohamed, et des autres dirigeants de la C.E., l'action de celle-ci s'était arrêtée, par contre, en France, la fédération, animée par des cadres et des militants dévoués et courageux, continuait sans désemparer à organiser les travailleurs algériens et à défendre leurs légitimes revendications. Ni la répression qui la frappait à travers ses militants, ni les assassinats de ses dirigeants, ni la conspiration du silence que la presse observait à son égard n'ont ralenti son action. Chaque fois qu'un militant de l'U.S.T.A. était assassiné, d'autres venaient le remplacer et continuaient le combat.

Et à chaque 1er mai, l'U.S.T.A., depuis sa fondation, n'a cessé de manifester sa vitalité sa force et son action revendicative. Malgré l'ostracisme qu'observaient à son égard différentes organisations syndicales, elle a toujours tenu haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

A l'occasion du 1er mai 1960, l'U.S.T.A. affirme, une fois de plus, avec force, sa solidarité prolétarienne avec tous les travailleurs du monde entier et comme les années précédentes, elle convie les travailleurs algériens à affermir leur union et à marcher fraternellement la main dans la main avec leurs camarades français pour l'amélioration de leur situation pour le bien-être matériel et culturel de tous.

UNE CONFÉDÉRATION SYNDICALE PAN-AFRICAINE ?

LES pourparlers qui ont lieu actuellement entre plusieurs centrales syndicales africaines, et principalement entre l'U. G. T. A. N. de Guinée, le G.T.U.C. du Ghana et l'U.M.T. du Maroc, en vue de constituer une nouvelle Internationale syndicale africaine, mettent en lumière, une fois de plus, la crise dans les relations du mouvement ouvrier des pays colonisés avec celui des pays colonisateurs

Le mouvement syndical des pays colonisés, se développant à partir des noyaux créés par des ouvriers européens socialistes ou révolutionnaires, resta longtemps dépendant, matériellement et politiquement, des centrales métropolitaines. A partir de la fin de la dernière guerre mondiale, il s'affirme comme force indépendance, sous l'impulsion des mouvements nationalistes. Les nouvelles centrales jouent un rôle déterminant dans la lutte pour l'indépendance nationale ; les nouveaux Etats indépendants leur accordent de nombreux privilèges et un statut quasi officiel, ce qui leur permet de se renforcer encore.

Cette évolution, qui est parfaitement normale, comporte un aspect qui ne l'est pas : elle a dû se faire CONTRE les mouvements syndicaux métropolitains. C'est une situation dont ces derniers portent l'entière responsabilité. Tous les syndicalistes des pays colonisés ont ressenti la même amertume lorsqu'ils ont vu que les belles paroles sur l'internationalisme et sur la solidarité ouvrière internationale que leur prodiguaient leurs camarades métropolitains recouvraient trop souvent un paternalisme qui allait jusqu'au sabotage de leurs revendications et de leur effort d'organisation.

L'étroitesse de vue et l'esprit de boutique de certains dirigeants syndicaux métropolitains ne suffisent pas à expliquer cette situation, qui est malheureusement beaucoup plus grave.

Les anciennes colonies qui viennent de conquérir leur indépendance sont aux prises avec de graves problèmes. Comment sortir le peuple de sa misère ? Comment libérer le pays de sa dépendance économique ? Un programme d'industrialisation rationnel, adapté aux besoins du peuple, doit être établi. Mais, pour mettre en œuvre un tel programme, il faut briser la puissance politique et économique des profiteurs de la colonisation, c'est-à-dire il faut que le pouvoir réel se trouve dans les mains du peuple. Des crédits énormes sont en outre nécessaires : seuls de tels crédits permettent un développement économique dans des conditions acceptables pour la classe ouvrière, c'est-à-dire sans baisse du niveau de vie ni de travail forcé et sans la liquidation de toute opposition au profit du parti unique qui devient le seul gérant de la pauvreté nationale.

LA SOLIDARITE PROLETARIENNE

Pour réaliser ces conditions, le mouvement ouvrier des pays anciennement colonisés doit pouvoir compter, avant tout, sur l'action solidaire de ses camarades syndicalistes des pays riches et en premier lieu, des pays ex-colonisateurs. Ce n'est pas seulement une question élémentaire de solidarité, mais une question d'intérêts : la force que la richesse provenant de l'exploitation des colonies donne aux capitalistes de la métropole, ainsi que l'existence d'une vaste réserve de main-d'œuvre habituée aux salaires les plus bas se retournent contre les ouvriers de la métropole. Or qu'avons-nous dû constater ?

S'agit-il d'organisation syndicale ? Nous rencontrons l'opposition farouche des centrales syndicales métropolitaines, remarquablement unanimes sur ce point. S'agit-il d'une guerre pour maintenir la puissance politique et économique des colonialistes ? Aucune réaction sérieuse des syndicats de la métropole. S'agit-il de crédits ? Les organisations syndicales des grandes puissances n'ont rien à redire à la politique de leurs gouvernements, dont les prêts sont souvent assortis de conditions contraires aux intérêts des peuples coloniaux. Les pays sous-développés ne peuvent en aucun cas se payer le luxe de participer à la lutte entre les deux blocs, dont ils ne peuvent approuver ni les buts, ni les moyens, ni les conséquences. De plus, la course aux armements gaspille des ressources immenses à un moment où une grande partie de l'humanité n'a pas de quoi manger, se vêtir, se loger.

Ces défaillances du syndicalisme métropolitain se produisent à l'échelle mondiale : il n'existe pas une seule centrale syndicale en France, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis qui a affronté son gouvernement avec suffisamment d'énergie sur ce point. Etant donnée cette situation, il est inévitable que les centrales syndicales des pays coloniaux et semi-coloniaux tentent continuellement de s'organiser en dehors des grandes internationales syndicales, dominées par les organisations métropolitaines.

LES INTERNATIONALES SYNDICALES ET LES SYNDICATS DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Les premières tentatives dans ce sens étaient le fait de gouvernements plus ou moins totalitaires : la confédération ATLAS d'Amérique latine, fondée sous l'égide du régime péroniste d'Argentine, et la « Confédération internationale des syndicats arabes », patronnée par le gouvernement égyptien. Le caractère gouvernemental et artificiel de ces organisations est évident. Il n'en reste pas moins qu'elles s'appuient également sur le sentiment légitime qu'ont les ouvriers du Moyen - Orient et d'Amérique latine de ne pas trouver leur compte dans les anciennes internationales ouvrières. En Amérique latine, la preuve en est que les syndicats péronistes continuent à représenter la principale force ouvrière en Argentine, longtemps après la chute de Péron et malgré la répression gouvernementale qui s'exerce contre eux. D'ailleurs, une nouvelle tentative d'organiser une Internationale syndicale latino-américaine vient de partir des syndicats cubains, sous l'impulsion de la révolution « fidéliste ». Le succès qu'elle rencontre dans les milieux syndicaux d'Argentine, de Bolivie, du Chili et du Venezuela (dont la nouvelle centrale syndicale vient de refuser d'adhérer à la C.I.S.L.) montre que, depuis la dissolution de l'ATLAS, les internationales syndicales mondiales n'ont rien fait pour résoudre les problèmes qui se posaient alors aux travailleurs d'Amérique latine.

Le projet de constitution d'une Internationale syndicale pan-africaine est le dernier en date de ces mouvements de rébellion contre les directions ouvrières internationales traditionnelles. Les raisons qui ont poussé les dirigeants de l'U.G.T.A.N., de l'U.M.T. et du G.T.U.C. à prendre cette initiative sont les mêmes que celles qui ont suscité les initiatives précédentes : l'insuffisance des anciennes internationales syndicales. On ne peut que s'indigner de l'attitude de certains dirigeants syndicaux qui accusent de tels mouvements de « nationalisme exagéré » et de manquer d'esprit internationaliste, alors que ce sont leurs propres défaillances, leurs propres manquements à la solidarité prolétarienne qui ont poussé les syndicats africains après d'autres, à constituer des organisations indépendantes.

NON AU TOTALITARISME

Cela dit, examinons quelles peuvent être les perspectives de la nouvelle alliance syndicale. Son orientation est encore indécise : sera-t-elle réellement l'expression de la classe ouvrière africaine, ou sera-t-elle une force d'appoint et un instrument politique de la nouvelle bourgeoisie nationale qui est en train de s'établir dans certains Etats nouvellement indépendants? La tentation politique est forte. Les centrales syndicales de la Guinée et du Ghana sont, à l'heure actuelle, des organisations gouvernementales.

Au Ghana, une loi autoritaire sur le syndicalisme a provisoirement muselé les syndicats en tant qu'organisations indépendantes des travailleurs. L'U. M.T. elle-même, nous le savons, n'a pas échappé à la tentation politique. Nous relevons qu'elle cherche à s'associer à la nouvelle alliance, cette malheureuse U.G.T.A., dont les généraux sans troupes sont divisés en autant de fractions ennemies qu'il en existe au F.L.N.

D'autre part, pour être efficace en tant qu'organisation de travailleurs — et nous souhaitons qu'elle soit efficace dans ce sens — l'alliance ne peut rester limitée aux trois centrales qui ont pris l'initiative de sa constitution. Or les conceptions politiques des syndicats de la Tunisie, de la Nigéria, du Mali, de Rhodésie, du Kenya, du Tanganyika, de l'Uganda, sans parler de l'U.S.T.A., sont fort différentes. Le dénominateur commun de l'ensemble de ces organisations ne saurait être les ambitions d'un nouvel Etat ou une alliance de circonstance entre les bourgeoisies nationales africaines et les puissances communistes.

Une alliance ouvrière véritable ne peut être qu'une organisation de classe, indépendante des gouvernements, quels qu'ils soient. Toute organisation syndicale fondée sur des principes différents est condamnée à plus ou moins brève échéance : l'expérience de l'Atlas est instructive à cet égard.

Rien ne doit nous empêcher de travailler à l'union de tous les ouvriers du monde, sur une base d'indépendance, d'égalité et de solidarité réelles.

A. MOSTEFA.

MANIFESTE

TRAVAILLEURS ALGÉRIENS ÉMIGRÉS !

Nous commémorons, une fois de plus, le 1er MAI 1960, loin de notre patrie, loin du drame dont elle est le théâtre, loin des souffrances qu'endurent nos pères, nos mères, nos enfants et l'ensemble du peuple algérien.

Le 1er MAI 1960 est illustré pour nous Algériens par le croupissement de dizaines de milliers d'Algériens dans les prisons et dans les camps de concentration, par les condamnations que ne cessent de distribuer les tribunaux français à des centaines d'Algériens, par les exécutions, presque quotidiennes, de condamnés à mort.

Paix en Algérie pour une véritable autodétermination !

La guerre d'Algérie continue, faisant couler du sang et des larmes et répandant le deuil, la souffrance, la misère et les malheurs parmi les populations algériennes.

La Fédération de France de l'U.S.T.A. lance, une fois de plus, un appel en faveur de la paix en Algérie. Elle renouvelle sa proposition d'une Conférence de la Table Ronde entre le gouvernement français et les représentants qualifiés de la Résistance algérienne afin de discuter le cessez-le-feu et les garanties d'application d'une véritable autodétermination du peuple algérien.

Libération des détenus, droit de retour des exilés et restauration des libertés démocratiques en Algérie !

La paix en Algérie et l'application de l'autodétermination dans un délai raisonnable ne peuvent se concevoir que dans un changement radical du climat de terreur qui règne en Algérie, Les prisons et les camps de concentration en Algérie et en France doivent se vider de tous les détenus du fait de la Révolution algérienne. La cessation des exécutions des condamnés à mort doit intervenir, qui sera suivie d'une amnistie générale. Ramdani Mohamed et tous les syndicalistes algériens détenus doivent être immédiatement libérés. La liberté absolue inconditionnelle à tous les exilés algériens et à Messali Hadj de rentrer en Algérie doit être déclarée solennellement par le gouvernement français.

Toutes les mesures intervenues depuis le 1er novembre 1954 concernant l'exercice des libertés démocratiques et syndicales doivent être abrogées.

Suppression des entraves à la liberté de voyage entre l'Algérie et la France !

L'administration française, aussi bien en Algérie qu'en France, multiplie les difficultés contre la liberté de voyage entre la France et l'Algérie. Ce sont surtout les travailleurs algériens qui souffrent de cette mesure draconienne, car les Français peuvent avoir facilement et rapidement l'autorisation de sortir d'Algérie et d'y rentrer. Même quand il est des cas urgents, l'administration n'en tient pas compte et c'est pendant des jours et même des semaines qu'on fait traîner les demandes des Algériens pour leur accorder satisfaction.

Cette situation oblige les Algériens venant en France ou allant en Algérie à être la proie des profiteurs en payant cher cette autorisation, comme ça été le cas de ce policier d'Aix-en-Provence, ou à utiliser des moyens clandestins et souvent dangereux comme ça été le cas de ces jeunes Algériens découverts à Sète enfermés dans les cales d'un cargo.

C'est là un scandale qui a trop duré. Assez d'entraves à la liberté de voyage des Algériens.

Pour le bien-être des travailleurs algériens !

La Fédération de France de l'U.S.T.A. estime que si certaines de ses Unions locales ont pu faire triompher quelques revendications des travailleurs algériens, elle considère que l'ensemble de son programme revendicatif reste à réaliser.

Dans le domaine de la qualification et de la formation professionnelles, elle demande qu'un effort soit entrepris méthodiquement afin de permettre aux jeunes Algériens d'être des ouvriers qualifiés et d'acquérir des qualités professionnelles dans toutes les branches de l'économie, du commerce, des administrations privées, publiques ou de l'Etat.

Il est intolérable que pour les familles algériennes et les Algériens isolés les conditions de logement restent effrayantes en France, Le bidonville, le taudis insalubre suivent l'Algérien jusqu'en France où il est victime d'un véritable ostracisme.

L'U.S.T.A. considère que la politique de logement pour ce qui concerne les Algériens, aussi bien du gouvernement que des municipalités, est loin de tenir compte de cette réalité qu'est la présence à travers la France de colonies algériennes importantes. Cet état de choses doit cesser et une politique de logement juste et humaine doit être envisagée en France à l'égard des Algériens.

Le scandale des allocations familiales, faisant supporter aux familles algériennes restées en Algérie une injustice flagrante, doit cesser. Et que si l'on s'obstine à ne pas uniformiser entre l'Algérie et la France le taux des allocations familiales, qu'on restitue aux pères se trouvant en France la différence que la bureaucratie administrative refuse de payer directement à leurs enfants.

L'U. S. T. A. revendique le même avantage qui est accordé aux travailleurs français d'Algérie se rendant en France pour passer leurs vacances annuelles, c'est-à-dire la gratuité de voyage.

L'U.S.T.A. demande la suppression du délai de résidence pour avoir droit aux indemnités de chômage.

Elle exige la reconnaissance des fêtes musulmanes comme fêtes légales et fériées.

Travailleurs algériens, renforcez les rangs de l'U. S. T. A. !

L'union fait la force, dit le proverbe. C'est là une vérité dont nous voyons l'effet sous nos yeux. Si, depuis les 1er mai de Chicago et de Fourmies, les travailleurs des Etats-Unis d'Amérique, de France et de toute l'Europe ont vu leur situation s'améliorer dans tous les domaines, ils ne le doivent qu'à leur union dans des syndicats devenus, à travers la lutte, des forces puissantes, Nous, travailleurs algériens, qui voulons que notre sort social devienne celui de nos camarades, les travailleurs de France et de tous les pays où le progrès social est avancé, il faut que nous nous organisions dans nos syndicats de l'U.S.T.A. afin que celle-ci puisse mieux agir pour faire triompher nos revendications et nous conduire en Algérie dans la voie du bien-être.

Union fraternelle avec nos camarades les travailleurs français !

Quelle que soit l'incompréhension à notre égard et en dépit de l'ostracisme de certaines centrales syndicales françaises et internationales, gardons et renforçons notre union fraternelle avec les travailleurs de France et du monde entier. C'est la meilleure manière de vaincre le sectarisme, le totalitarisme et les intérêts égoïstes.

Pour la paix en Algérie dans la dignité et la liberté, pour une véritable autodétermination du peuple algérien, pour le triomphe de nos revendications légitimes, pour le bien-être et le bonheur des masses laborieuses algériennes, tenons haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

VIVE LE 1er MAI !
VIVE LA CLASSE OUVRIERE ALGERIENNE !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !
VIVE L'U. S. T. A. !

La C. E. de l'U. S. T. A.

COMBAT et PRESSE DE FRANCE réunis
18, rue du Croissant
PARIS-2e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

التجمع النقابي الافريقي (بقية الصفحة الاولى)

المحافظة من طرف النقابات الافريقية، كان اول برنامج في هذا الشأن، والاسباب التي دعت قادة الاتحاد العام لعمال افريقيا السوداء بغينيا ووحدة نقابات العمال بغانا، والاتحاد المراكشي للشغل، هي نفس الاسباب التي تأسست من اجلها نقابات ضد النقابات الدولية القديمة.

اننا نأسف حين نشاهد بعض قادة النقابات ينتقدون هاته المواقف ويعدونها وطنية متطرفة ويتهمون اصحابها بعدم الاعتناء بالروابط الدولية، والحالة ان اهمالهم لعمال البلاد المستعمرة وعدم تضامنهم لهم هو الذي دعا اولئك العمال الافريقيين لاخذ هاته المواقف واحداث نقابات حرة.

ولننظر الآن الى اسباب تحالف هاته النقابات الافريقية ليتضح لنا: هل المقصود من ذلك هو المحافظة على مصالح البرجوازية الوطنية ببعض الشعوب المستقلة اخيرا؟ فيتبين لنا جليا ان النزعة السياسية قد اثرت على هاته النقابات التي اصبحت آلات حكومية بغينيا وغانا مثلا، واصبحنا نشاهد ان الاتحاد العام لنقابات افريقيا السوداء صار يجبر اتباعه شيئا فشيئا بالشعوب الاخرى بافريقيا، وان نقابات العمال بالسودان انسلخت من هذا الاتحاد الاخير لتنخرط في وحدة نقابات (مالي) وبغانا صدر قانون في المدة الأخيرة جرد نقابات العمال من كل حرية في اعمالها، كما ان الاتحاد المراكشي لم يسلم من التأثير السياسي وهو الآن يسعى في محالفة الاتحاد العام للعمال الجزائريين، ذلك الاتحاد الذي هو عبارة عن قادة دون اتباع وهم في الحقيقة طرائق قددا، كجبهة التحرير، وفي نفس الامر والواقع ما هم الا كسراب يحسبه الظمآن ماء، حتى اذا جاءه لم يجده شيئا، واذا نظرنا الى فائدة العمال نجد من الواجب ان لا يشمل هذا الحلف ثلاث هيئات نقابية فقط، بل جميع الهيئات النقابية بافريقيا ليصبح نفعه اعم، والمذاهب السياسية بتونس، ونيجيريا، والمالي وروديسيا، وكينيا، وطنغنيكه، واوغاندة بقطع النظر عن اتحاد نقابات العمال الجزائرية، تختلف اختلافا محسوسا، ذلك لان اهداف هاته النقابات تختلف باختلاف مقاصد حكوماتها.

وتحالف البرجوازية الوطنية الافريقية مع القوات الشيوعية فهو لغرضين، والحقيقة الملموسة والمحسوسة ان الاتحاد بين العمال لا يكون تاما مفيدا الا اذا كانت نقاباتهم مستقلة عن الحكومات كيفما كانت، والا فتلك النقابات تعرض بنفسها للفشل، وما حل بعمال اطلاس لدليل واضح على ذلك، وطالما سعى الشيوعيون في ان تكون مواقف نقابات العمال الافريقية ضد الاتحاد الدولي للنقابات الحرة ولم تظفر بنتيجة، وقد بلغنا اخيرا ان النقابات الافريقية يمكنها ان تنخرط في سلك هذا الاتحاد الدولي الاخير مع المحافظة على انخراطها في منظماتها الافريقية، كما يمكن لكل هيئة من العمال ان تنخرط بالمكاتب الصناعية التي تنتمي اليها، ويمكننا في الحقيقة ان نعد انفصال العمال الافريقيين عن الهيئات الدولية يمس شيئا ما بمصالحهم، لكن هذا لا يمنعهم من السعي في توحيد صفوف العمال في العالم كله، مع المحافظة على الحرية والمساواة والتضامن الحقيقي.

فليحيى فاتح ماي

ان فاتح ماي سنة 1960 قد حل كأمثاله منذ خمس سنوات، والحرب لازالت مستمرة بالجزائر التي تتخبط في اودية من دماء وبؤس وشقاء. فمن اجل السلم بالجزائر نحن نتظاهر في هذا اليوم من جديد معلنين ان الحل الوحيد للقضية الجزائرية هو التفاوض مع الممثلين الحقيقيين للمحاربين من اجل ايقاف النار والبحث في الضمانات اللازمة لتقرير المصير، فالشعب الجزائري اصبح لا يقنع بالخطابات المتكررة، والكلمات المترادفة، فطريق السلم بالجزائر واضح لمن اراد اتباعه فهو يتطلب ازالة النفوذ الكاذب، والعنصرية والتصلب. فالشعب يريد تقرير مصيره في جو يسوده السلم والشرف والمحافظة على المبادئ الديمقراطية باتم معناها.

ان اتحاد نقابات العمال الجزائريين يحتج بكل قواه ضد المظالم التي يلاقيها العامل الجزائري في وجود العمل وتعليم الصنائع وفي مسكناه وفي التحصيل على المنح العائلية وحرية السفر وغير ذلك.

وهكذا اصبح فاتح ماي منذ سنة 1886 يوما تاريخيا يوم كفاح في جميع الاوساط العاملة بسائر الشعوب من اجل تحسين حالة العمال ماديا وادبيا، يوما يتجلى فيه التضامن الموجود بين العمال.

التجمع النقابي الافريقي

ان الحادثات الجارية الآن بين عدة نقابات افريقية وخصوصا بين الاتحاد العام لعمال افريقيا السوداء بغينيا ووحدة نقابات العمال بغانا والاتحاد المراكشي للشغل من اجل تاسيس وحدة دولية لنقابات العمال الافريقية، لدليل قاطع على الخلاف الموجود بين الحركات العاملة في البلاد المستعمِرة والمستعمَرة

لقد نشأت هذه الحركات النقابية التى تنتشر الآن فى المستعمرات بفضل المجهودات التى بذلها بعض العمال الاوربيين الاشتراكيين والثوريين زمنا طويلا تحت نفوذ نقابات المستعمرين ماديا وسياسيا. لكن بعد الحرب العالمية الاخيرة صارت قوة مستقلة، والفضل فى ذلك يرجع للحركات الوطنية وتاثيرها على الطبقة العاملة التى اصبح لها حظ وافر فى الكفاح من اجل حرية شعوبها واستقلالها، وهى تتمتع بمساعدات مختلفة من طرف حكومات بلادها ولها نظم رسمية تعزز نفوذها.

ان هذا التطور الذى له معنى فى الظاهر فقط يعتبر مضادا للحركات النقابية بالبلاد المستعمرة، والمسؤولية فى ذلك كله ترجع على هؤلاء الاخيرين.

وقد شعر جميع النقابيين بالاوطان التى كانت مستعمرة بان كل ما سمعوه من نقابات الامم المستعمرة، وكل ما شاهدوه من دعايات من اجل دخولهم فى النقابات الدولية والتضامن بين العمال ما هو الا تضليل لمساعيهم وعرقلة لحقوقهم، والآراء الضيقة التى يبديها بعض القادة لتلك النقابات، لدليل واضح على تعكر تلك الحال نفسها

نعم ان الشعوب التى احرزت اخيرا على استقلالها تواجه مشاكل كثيرة، وهى تفكر كيف تنقذ ابناء وطنها من البؤس والشقاء، وكيف تحررهم اقتصاديا، ولذلك قد اصبح من الضرورى ان تسطر برامج لتاسيس المصانع التى تتطلبها اوطانها، ولتنجيزها يجب على سكان تلك الاوطان ان يقبضوا على القوة السياسية والاقتصادية التى يفرضها عليهم الانتفاعيون الالداء، وان يسعوا كل السعى ليصبح زمام الحكم بايدى الشعب، غير ان مساعى كهاته تتطلب اموالا كثيرة يجب جمعها مع مراعاة حقوق الطبقة العاملة، اى: من دون ان يؤثر ذلك على حياة العامل وتحمله اعمالا اجبارية ويمنعه من مقاومة الحزب المنفرد الذى يكون سببا فى شقاء الشعب.

ولتحقيق هذا كله، فمن الواجب ان تعتمد الطبقة العاملة بالبلاد التى كانت تعيش تحت الاستعمار على نقابات البلاد المستعمرة وثرواتها، وليس هذا من اجل التضامن بين العمال فحسب، بل من اجل المصلحة العامة نفسها، والفائدة التى يحصل عليها رؤساء الاموال بالبلاد المستعمرة من ثروات البلاد المستعمرة، ووجودهم لليد العاملة بثمن بخس تعود بالخسران على عمال ام الوطن، فهل يجب اذا تنظيم النقابات لايجاد حل لتلك المشاكل؟

اننا ولاشك نجابه مقاومة كبيرة من طرف نقابات الاوطان المستعمرة، فهل المقصود من هذا هو المحافظة على قوة المستعمرين الاقتصادية والسياسية؟ فمهما يكن من امرنا لم نشاهد رد فعل من نقابات اوطانهم — ام هل يرجع ذلك الى الناحية المالية؟ هنا نرى ان الحركات النقابية بالدول الكبرى لا تستطيع ان تغير سياسة حكوماتها التى تضع شروطا لكل قرض، وتلك الشروط (وتلك الشروط) لا تتفق ومصالح البلاد المستعمرة.

ولذلك فاننا نشاهد ان الشعوب الفقيرة لا يمكنها ان تاخذ موقفا فى الكفاح بين الكتلتين: الشرقية والغربية مع كونها غير راضية بهما نعنى بسياستهما وما ترمى اليه، ونشاهد ان هاته الدول الكبرى تتسابق فى التسلح وتبذل اموالا طائلة من اجل ذلك، والحالة ان قسما كبيرا من البشرية فى اشد حاجة الى الاكل واللباس والسكنى، وهذا شىء يشاهد فى العالم كله. ففى فرنسا مثلا، وبريطانيا، والولايات المتحدة الامريكية، لم توجد اية نقابة قاومت حكومتها ووقفت موقفا ضدها فيما يخص الطبقة العاملة بالبلاد المستعمرة، ولذلك فاننا نشاهد ان نقابات هاته البلاد قد اصبحت تنضم خارج نقابات العمال الكبرى الدولية، وبالخصوص فى بعض البلاد التى تحررت من الاستعمار وهى ترزح تحت حكومات مستبدة، كتجمع اطلاس بامريكا اللاتينية الذى تاسس تحت اشراف النظام البيرونى الارجانتينى، والتجمع الدولى للنقابات العربية الذى يعمل تحت اشراف الحكومة المصرية، ولم تحصل تلك النقابات التى تتمتع بعطف العمال بالشرق الادنى وامريكا اللاتينية على اية اعانة من طرف نقابات العمال الدولية، رغم تاثير هذه الحكومات عليها، فبامريكا اللاتينية نشاهد ان نقابات العمال البيرونيين لازالت تمثل اغلبية العمال الارجانتينيين الساحقة مدة طويلة بعد سقوط الرئيس بيرون، رغم القمع الذى أنزل على العمال، ومع ذلك قد وقعت محاولة من طرف النقابات الكوبية تحت اثر الثورة التى قام بها فيدال كاسترو من اجل تاسيس نقابات دولية بامريكا اللاتينية، والنجاح التى احرزت عليه هاته المحاولة بالاوساط النقابية - بالارجانتين، وبوليفيا، والشيلى، وفنيزويلا، - التى امتنعت من دخولها فى التجمع الدولى للنقابات الحرة (سى. ا. س. ل) لدليل واضح على ان هذا التجمع لم يسع فى فك مشاكل العمال بامريكا اللاتينية منذ حل وحدة نقابات اطلاس، كما اننا نجد احوال الاشمل هاته فى الميدان السياسى، كمؤتمر الاحزاب الاسيوية الذى قرر امتناعه من الدخول فى الحزب الاشتراكى الدولى، والبرنامج الذى وضعته الحركات النقابية الثائرة ضد النقابات الدولية

(البقية ص م)